

**Règlement de consultation
Concernant**

MARCHÉ RECONDUCTIBLE

**L'appel d'offres ouvert sur offres de prix
N°62/RFM/2019**

Relatif à :

**Assurance incendie et responsabilité civile des locaux et des
matériels(seige et annexe) du Conseil de la Région Fès Meknès**

Appel d'offre réservé à la petite et moyenne entreprise

Mode de passation :

Appel d'offres ouvert sur offres de prix, en application des dispositions de l'article 7, l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434(20 mars 2013) relatif aux marchés publics

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 : LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS.....	3
ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	5
ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE.....	5
ARTICLE 5 : REUNION OU VISITE DES LIEUX.....	5
ARTICLE 6 : OFFRE FINANCIERE.....	6
ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE 8 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :.....	6
ARTICLE 9 : REPARTITION EN LOTS :.....	6
ARTICLE 10 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES :	6
ARTICLE 11 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS	7
ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS :	8
ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS :.....	8
ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :.....	9
ARTICLE 16 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS :.....	9
ARTICLE 17 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 18 : MONNAIE SPECIFIQUE DES OFFRES	9
ARTICLE 19 : LANGUE SPECIFIQUE DES PIECES DE L'APPEL D'OFFRES	10

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet :

Assurance incendie et responsabilité civile des locaux et des matériels(seige et annexe) du Conseil de la Région Fès Meknès

Réservé à la petite et moyenne entreprise nationale.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret n°2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 2 : LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS

Les pièces à fournir par les concurrents justifiant leurs capacités et leurs qualités sont celles prévues par l'article 25 décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics à savoir :

A/Dossier Administratif :

- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés de publics.
- b. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités Décrites au 5^{ème} paragraphe du C de l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013.

- c. En cas de groupement joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition

- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées aux articles 25 et 40 du décret n° 2.12.349 du 8 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent conformément à l'alinéa 2 du paragraphe A de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité.
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du Règlement des marchés précités. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale, délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme

conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus, ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e) **L'attestation de la C.N.S.S justifiant que l'effectif qu'il a employé ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes, conformément à l'arrêté du MEF n° 3011-13 portant application de l'article 156 du Décret n° 2-12-349 des marchés publics ;**
- f) **L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires des deux derniers exercices ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la Direction Générale des Impôts, conformément à l'arrêté du MEF n° 3011-13 portant application de l'article 156 du Décret n° 2-12-349 des marchés publics**

B/ Un dossier technique comprenant :

Les concurrents devront fournir :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment :
 - La nature des prestations,
 - Le montant
 - L'année de réalisation
 - Le nom et la qualité du signataire
 - L'appréciation.

C./LE DOSSIER ADDITIF

L'agrément d'exercer exigé par l'article 161 de la loi 17-99 portant code des assurances.

D./Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont :

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 25 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.
- 2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 ci-dessus.

Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184

du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.

Le présent appel d'offres est destiné **juste aux compagnies d'assurance.**

Seules peuvent participer au présent Appel d'Offres les compagnies d'assurance de droit Marocain agréées par l'ACAPS.

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret N°2-12-349 du 8 Jourmada 1434 (20/03/2013) ci-après :

Seuls peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

1. Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
2. Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglés les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitue des garanties jugées suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
3. Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
4. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
5. les personnes en liquidation judiciaire;
6. les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
7. Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n°2-12-349.
8. Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.
9. **Les personnes indiquées à l'article 68 de la loi organique relative aux régions 111-14.**

ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le président du Conseil de la Région FES-MEKNES.

ARTICLE 5 : REUNION OU VISITE DES LIEUX

Conformément à l'article 23 du décret n° 2-12-349 précité, les concurrents sont invités à effectuer une visite des lieux,

Le 13/11/2019 le point de rencontre est **le bureau du Service des Marchés de la région Fès Meknès ; sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès.**

Il sera dressé un procès-verbal de la visite des lieux qui mentionnera les demandes d'éclaircissements et les réponses formulées lors de cette visite des lieux.

Le procès-verbal sera publié dans le portail des marchés publics et communiqué à l'ensemble des concurrents ainsi que membres de la commission d'appel d'offre et ceux par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Les concurrents qui n'auront pas participé à la visite des lieux ne sont pas admis à élever de réclamation sur le déroulement de la visite des lieux tels que relatés dans le procès-verbal qui leur sera communiqué ou mis à leur disposition par le maître d'ouvrage

ARTICLE 6 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement établi conformément au règlement précité ;
- Le bordereau du prix global et la décomposition des prix ;

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix forfaitaires du bordereau du prix global et la décomposition des prix doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau du prix global et la décomposition des prix, le montant de ce dernier est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offre,
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau du prix global et la décomposition des prix ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Conformément à l'article 19 du décret relatif aux marchés publics, et exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de 10 jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial

L'avis rectificatif intervient dans les cas suivants :

- lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui court entre la date de publication de l'avis et la date de la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai de publicité réglementaire.

ARTICLE 9 : REPARTITION EN LOTS :

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 10 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES :

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans **le bureau du Service des Marchés de la Région Fès- Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès** dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés publics ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics :

www.marchespublics.gov.ma.

ARTICLE 11 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349 précité, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis. Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1 - Contenu des dossiers:

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter outre le cahier de prescription spéciale paraphé et signé :

- Les pièces du dossier administratif précité ;
- Les pièces du dossier technique précité ;
- Les pièces du dossier additif précité
- Une offre financière comprenant:

L'acte d'engagement établi comme il dit au paragraphe au §1-a de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité ;

Le bordereau du prix global et la décomposition des prix.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix forfaitaire du Le bordereau du prix global et la décomposition des prix doivent être libellés en chiffres.

2 - Présentation des dossiers des concurrents:

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics , Le dossier a présenté par chaque concurrent doit être mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent.
- L'objet du marché.

- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.
- L'avertissement que le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

1 - la première enveloppe contient le dossier administratif, technique et additif, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **Dossier administratif, technique et additif** » ;

2 - La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **offre financière** ».

Les deux enveloppes citées ci-dessus doivent porter aussi de manière apparente :

- * Le nom et l'adresse du concurrent.
- * L'objet du marché.
- * La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité et celles de l'Arrêté du **Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics**, les plis sont au choix des concurrents :

- 1-soit déposer contre récépissé sur support papier dans **bureau du Service des Marchés de la Région Fès- Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès**;
- 2- soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, **au bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès** ;
- 3- soit transmis par **voie électronique au maître d'ouvrage : www.marchespublics.gov.ma**;
- 4- soit remis, **séance tenante**, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS :

Conformément aux dispositions des articles **10 l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014**, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité, **ou par le biais du certificat s'il s'agit d'un dépôt électronique.**(WWW.MARCHESPUBLICS.GOV.MA)

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, **et de l'article 10 l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014 précité.**

ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si pendant ce délai, la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 16 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS :

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs ,techniques et additif de chaque concurrent.

ARTICLE 17 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS

Les offres sont examinées conformément aux dispositions des articles 36,39 et 40 du décret n°2-12-349 précité.

Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière : Sous réserve des vérifications et application, le cas échéant, des dispositions prévues aux articles 40 et 41 du décret n°2-12-349 précité, l'offre la plus avantageuse est la moins disante.

ARTICLE 18 : MONNAIE SPECIFIQUE DES OFFRES

La monnaies qui sera prise en consideration pour la comparaison des offres sera le dirham en Marocain

ARTICLE 19 : LANGUE SPECIFIQUE DES PIECES DE L'APPEL D'OFFRES

L'offre préparée par le soumissionnaire ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre, échangés entre le soumissionnaire et le maître d'ouvrage, seront rédigés en langue Arabe ou Français, étant entendu que tout document imprimé fourni par le soumissionnaire peut être rédigé en une autre langue, dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue Arabe ou Français ; dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction Arabe ou français fera foi.

Réservé au Concurrent

(Lu et accepté)

.....

Signature

Réservé au Maître d'Ouvrage

A le

15 Octo 2019

Pour le Président et P.O
Directeur Général des Services P.I

 **Adnane ZERROUKI**

(Handwritten signature over the stamp)